

REPUBLIQUE DU BURUNDI

*Conseil National pour la
Défense de la Démocratie*

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

*Inama y'Igihugu
Iigwanira Demokarasi*



CABINET DU PRESIDENT

29 mai 1995

COMMUNIQUE N°17

Le CNDD condamne l'assassinat de plus d'une soixantaine de jeunes militaires hutu récemment recrutés dans le cadre d'une politique naïve de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, Président a.i de la République qui a envoyé ces jeunes à l'abattoir.

Ils ont été abattus au camp militaire de Bururi, le fief des trois dictateurs notamment l'ex-Président Pierre BUYOYA dont M. NTIBANTUNGANYA n'est qu'un otage devenu complice.

Ce n'est pas la première fois que des militaires hutu soient abattus par leurs collègues dans une caserne. Lors du génocide de 1972, l'actuel membre du Conseil National de Sécurité (CNS), le Colonel Jérôme SINDUHJE, a organisé le massacre de tous les militaires hutu à travers toute la République. Le CNS exerce actuellement le plein mandat de présidence de la République; M. NTIBANTUNGANYA, qui joue le rôle de figurant, n'a qu'une voix sur les neuf membres sans aucune prépondérance. La plupart des membres du CNS sont des agents de l'ex-dictateur Pierre BUYOYA, accusé par plusieurs auteurs dont deux tutsi, d'être le chef de la conjuration responsable de l'assassinat du premier Président démocratiquement élu, Son Excellence Melchior NDADAYE.

Beaucoup d'autres jeunes militaires hutu ont soit déserté le camp soit préféré se résigner et rester dans ce camp de la mort. Le CNDD s'inquiète du sort de ces derniers.

Tous les jeunes recrues à l'Institut Supérieur des Cadres et d'Administration Militaire (ISCAM), qui forme les sous-officiers, ont dû quitter l'établissement pour échapper à la mort. Cette amplification du caractère monoethnique de l'armée rebelle à la démocratie confirme, une fois de plus, la nécessité de la formation d'une nouvelle Armée Nationale et de nouvelles forces de sécurité à partir des Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) et des éléments de cette armée rebelle dès qu'ils se résoudront enfin à respecter les institutions démocratiques.

Pour le C.N.D.D,
Jérôme NDIHO
Porte Parole.